

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE MÉDICO-PSYCHOLOGIQUE ET HOPITAL DE JOUR EN PÉDOPSYCHIATRIE A RÉZÉ

Référence : Conc-21006

MAITRE DE L'OUVRAGE :

*Centre Hospitalier Georges Daumézon
55, rue Georges Clémenceau
BP 34216
44 342 BOUGUENAIS Cedex*

POUVOIR ADJUDICATEUR :

*Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'Île Gloriette
44093 – NANTES CEDEX*

Date et heure limites de réception des candidatures

Mercredi 3 février 2021 à 12 Heures (midi)

Règlement de concours

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 : CADRE DE LA CONSULTATION	4
1.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 – MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE CONSECUTIF AU CONCOURS	4
1.3 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION	5
1.4 – TYPE ET FORME DE CONTRAT	8
1.5 – DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	8
1.6 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS ET FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	8
1.7 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	9
1.8 – DOSSIER DE CONSULTATION	9
1.9 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	10
ARTICLE 2 : SELECTION DES CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE	11
2.1 – DOCUMENTS A REMETTRE DANS LE CADRE DE LA CANDIDATURE	11
2.2 – CONDITIONS DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE	12
2.3 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	13
ARTICLE 3 : JURY, COMMISSION TECHNIQUE ET ORGANISATION DE L'ANONYMAT DES PROJETS	14
3.1 – COMPOSITION DU JURY	14
3.2 – COMMISSION TECHNIQUE	14
3.3 – ORGANISATION DE L'ANONYMAT DES PROJETS	14
ARTICLE 4 : ORGANISATION DU SECOND TOUR	15
4.1 – CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CONSULTATION	15
4.2 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES CONCEPTEURS	15
4.3 – VISITE DU SITE ET SEANCE DE QUESTIONS / REPONSES	15
4.4 – QUESTIONS DES CANDIDATS	16
4.5 – PRESENTATION DE L'OFFRE	16
4.6 – CRITERES D'EVALUATION DES PROJETS	18
4.7 – SUITE A DONNER AU CONCOURS	18
4.8 – INDEMNITE	18
ARTICLE 5 : CONDITIONS DU CONCOURS	20
5.1 – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)	20
5.2 – VARIANTE(S)	20
5.3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	20
5.4 – MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	20
5.5 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	20
5.6 – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES	21
ANNEXE : E.F.A.E., E+C-, BIOSOURCE ET S.T.D.	22

Préambule

En application de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé, le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**, a été créé par convention constitutive en date du 1^{er} juillet 2016.

Le **CHU de Nantes a été désigné établissement support** par la convention constitutive. A ce titre, il assure à compter du 1^{er} janvier 2018 pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants. Il assure pour le GHT44 la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Les établissements parties assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

LES 13 ETABLISSEMENTS MEMBRES DU GHT LOIRE-ATLANTIQUE SONT LES SUIVANTS : CHU NANTES, CH SAINT-NAZAIRE, CH CHATEAUBRIANT-NOZAY-POUANCE (CHATEAUBRIANT), HI DE LA PRESQU'ILE (GUERANDE), HI SEVRE ET LOIRE (VERTOU), HI DU PAYS DE RETZ (PORNIC), CHS BLAIN, CH ERDRE ET LOIRE (ANCENIS), CH GEORGES DAUMEZON (BOUGUENAI), CH SAVENAY, HOPITAL BEL AIR (CORCOUE-SUR-LOGNE), CH PIERRE DELAROCHE (CLISSON), CH MAUBREUIL (SAINT HERBLAIN).



Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2018, seul le CHU de Nantes est compétent pour signer les marchés des établissements parties du GHT 44 et leurs avenants éventuels.

Le marché de maîtrise d'œuvre qui sera signé par le CHU de Nantes est conclu pour répondre au besoin exclusif du Centre Hospitalier Georges Daumézon. **Ce dernier conserve sa qualité de « Maître de l'Ouvrage »** pour le projet envisagé, objet du présent marché.

ARTICLE 1 : CADRE DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne **la construction d'un Centre Médico-Psychologique et Hôpital de Jour en pédopsychiatrie à RÉZÉ.**

Cette consultation est un concours d'architecture et d'ingénierie sur **ESQUISSE + (sans maquette).**

La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est fixée à **3 040 000 Euros H.T.**, compris déconstruction, construction neuve et aménagements des espaces extérieurs (valeur M0 – mois précédant la remise des offres).

1.2 – Marché de maîtrise d'œuvre consécutif au concours

La procédure de passation utilisée est le **concours restreint de maîtrise d'œuvre**. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2125-1 2° et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la Commande Publique (C.C.P.).

➤ Déroulement de la procédure

Le concours de maîtrise d'œuvre s'effectuera en 2 étapes :

- Appel à candidatures et sélection **d'un maximum de 3 candidats admis à concourir** ;
- Transmission du dossier de consultation aux candidats admis à concourir, remise des offres et choix du ou des lauréats du concours.

Conformément à l'article R. 2172.2 du C.C.P., le concours sera suivi d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables (en application de l'article R. 2122.6 dudit C.C.P.) en vue de l'attribution d'un marché public de maîtrise d'œuvre au lauréat ou à l'un des lauréats du concours.

➤ Contenu de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission confiée à l'attributaire du présent marché sera une **mission de base** de maîtrise d'œuvre au sens du C.C.P., à savoir :

- Les études d'esquisse **(ESQ)**,
- Les études d'avant-projet sommaire **(A.P.S.)**,
- Les études d'avant-projet définitif **(A.P.D.)**,
- Les études de projet **(PRO)**,
- Assistance à la passation des contrats de travaux **(A.C.T.)**,
- Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution **(VISA)**,
- Direction de l'exécution des travaux **(D.E.T.)**,
- Assistance aux opérations de réception **(O.P.R.)** et durant le délai de garantie de parfait achèvement **(G.P.A.)**

La mission de base décrite précédemment est réputée comprendre :

- **L'Etude de Faisabilité des Approvisionnements en Energie (E.F.A.E.)**,
- **Le Calcul E+C- préfigurant la RE 2020 dans les objectifs fixés au programme (E3C1).** Ce calcul intégrera l'Analyse du Cycle de Vie et la prise en compte du niveau 1 du label Bâtiment Biosourcé (sans recherche de labélisation).

Cette mission de base sera complétée par les missions complémentaires suivantes, à savoir :

- **Mission Ordonnancement, Coordination et Pilotage (O.P.C.) ;**
- **Mission Coordination du système de sécurité incendie (S.S.I.) ;**

Les candidats devront chiffrer et présenter distinctement de l'offre de base la Prestation Supplémentaires Eventuelle (P.S.E.) suivante, à savoir :

- **Simulation Thermique Dynamique (S.T.D.),**

Les attendus pour la Simulation Thermique Dynamique (S.T.D.), l'Etude de Faisabilité des Approvisionnements en Energie (E.F.A.E.), et le calcul E+C- sont décrits en annexe du présent document.

➤ **Prestations similaires**

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la Commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

➤ **Durée du marché de maîtrise d'œuvre**

La durée du marché est estimée approximativement **entre 4 et 5 ans à compter de sa notification**, comprenant l'année de parfait achèvement.

1.3 – Descriptif de l'opération

« Actuellement les 2 Unités fonctionnelles « Petite Enfance » et « Enfance » du secteur de pédopsychiatrie qui dépendent du CH Georges DAUMEZON sont réparties sur 3 lieux dans la périphérie de Nantes Sud Loire :

- *Le C.M.P. « Petite Enfance » et « Enfance » de l'Ile à Hélice : situé rue Gaétan RONDEAU à NANTES, accueille des enfants de 0 à 12 ans*
- *L'hôpital de jour « Petite Enfance » de Beaulieu de 9 places, situé rue Paul RAMADIER à NANTES,*
- *L'hôpital de jour « Enfance » des Chalonniers de 18 places, situé rue des Chalonniers à REZÉ,*

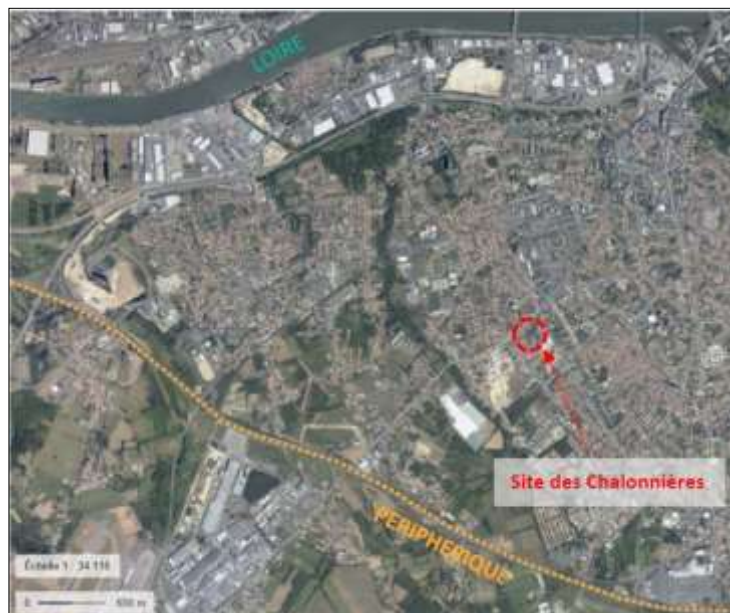
Ces 3 lieux de soins desservent le même secteur géographique et ne répondent plus aux exigences d'accueil, de qualité des prises en charge, de fonctionnalités et de rationalisation ».

La répartition de ces 2 Unités Fonctionnelle sur 3 sites distants pénalise le fonctionnement global dont l'organisation des soins. De plus, les locaux sont devenus inadaptés et, pour certains, trop exigus.

Le **Centre Hospitalier Georges DAUMÉZON** a alors engagé une réflexion visant **à regrouper sur un seul et même site ces 2 Unités Fonctionnelles abritant 3 unités ambulatoires de pédopsychiatrie**. Ce projet de regroupement de ces 3 structures extra hospitalières de pédopsychiatrie permettra une meilleure organisation des U.F. avec une logique de rationalisation et de mutualisation de moyens et offrira de nombreux intérêts à la fois pour les patients (et leur famille) et les professionnels.

Le projet retenu consiste à déconstruire le bâtiment actuel situé sur le site des Chalonniers au bénéfice d'une construction neuve (la démolition étant un préalable à la construction

neuve). Le relogement de l'activité sur un autre site sera donc à prévoir (à la charge du Maître d'Ouvrage).



Le site des Chalonniers se trouve sur la commune de RÉZÉ, au Sud de Nantes.





Tableau récapitulatif des besoins :

	Besoins en m²S.U.
A – Espace d'accueil	143
B – C.M.P.	280
C – H.D.J. « Petite Enfance »	115
D – H.D.J. « Enfance »	157
E – Salles partagées	153
F – Service de restauration	53
G – Locaux du personnel	131
H – Locaux d'entretien	26
I – Locaux techniques	43
J – Espaces extérieurs	(1910)
TOTAL	1 101 + (1 910)

Surfaces Utiles hors circulation

Espaces extérieurs : 2 cours de récréation, stationnement 40 places, rétention E.P....

Le futur bâtiment abritera principalement :

- un accueil avec secrétariat et salles d'attente
- des bureaux de consultations (médecins, orthophonistes, psychologues, assistantes sociales, ...) ;
- des salles de classes, des salles de groupes, et des salles de vie pour 4 à 5 enfants ;
- des salles d'activités (psychomotricité, expressions, peinture,...) et un bassin thérapeutique ;
- un office de restauration avec 2 salles à manger
- des locaux d'accompagnement (personnel, entretien, technique,...)

Il n'y aura pas d'hébergement.

Le programme prévoit notamment un projet selon les objectifs suivant (sans certification ni labélisation) :

- Un niveau de performance E3C1 suivant le label E+C- préfigurant la future Réglementation Environnementale RE 2020.
- Un niveau 1 suivant le label Bâtiment Biosourcé

Les études nécessaires pour l'atteinte de ces objectifs seront à prévoir. Il pourra également être demandé des études pour le recours plus important aux énergies renouvelables (production d'électricité par panneaux photovoltaïques, chaufferie bois par exemples,...).

Le programme prévoit également des conditions de confort optimales : confort hygrothermique, confort acoustique et confort visuel.

AUTRES

- La **conduite d'opération** sera assurée par l'A.M.O. du maître d'ouvrage, le **Bureau d'Études PRÉPROGRAM** (RENNES) ;
- Un bureau de contrôle et un coordinateur S.P.S. seront désignés ultérieurement.

1.4 – Type et forme de contrat

Le marché comporte une tranche ferme ainsi qu'une tranche optionnelle au sens des articles R.2113-4 à R2113-6 du C.C.P.

La tranche optionnelle est constituée de la mission suivante :

- Mission de synthèse (**SYN**)

Le cas échéant, la décision d'affermissement interviendra au plus tard au démarrage des études de Projet (PROJET)

Il n'est prévu ni indemnité d'attente, ni indemnité de dédit en cas de non affermissement de cette tranche optionnelle.

1.5 – Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.6 – Conditions de participation des concurrents et forme juridique du groupement

La consultation est ouverte à toute équipe de Maîtrise d'œuvre (contractant unique ou groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire) réunissant les compétences suivantes :

- **Celles d'Architecte(s) diplômé(s), mandataire de l'équipe, inscrit à l'Ordre des Architectes ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n°85-384 CEE du juin 1985, associées à des compétences en matière de :**
 - **Économie de la construction,**
 - **Structure,**
 - **Fluides (thermique, électricité Courants Forts et Courant Faibles, plomberie),**
 - **Acoustique,**
 - **V.R.D. / aménagements extérieurs,**
 - **O.P.C.**
 - **S.S.I.,**

En cas de groupement d'entreprises, toutes les entreprises seront cotraitantes.

L'équipe devra s'adjoindre toutes compétences qu'elle jugera utiles pour l'exécution de sa mission.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée est **un groupement conjoint avec mandataire solidaire**.

Le mandataire sera obligatoirement l'architecte.

Il est interdit de candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les bureaux d'études peuvent se présenter dans plusieurs groupements (il n'est pas imposé d'exclusivité), sauf le bureau d'études FLUIDES (thermique, électricité CFo et CFa, plomberie) qui ne pourra candidater que dans 3 (trois) groupements maximum.

Ne peuvent participer à ce concours ainsi qu'aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement de la consultation, les membres de leur famille (descendants, ascendants et leurs collatéraux), leurs préposés, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs. Les membres du jury ne pourront en aucun cas participer aux missions confiées à l'attributaire du marché de maîtrise d'œuvre.

1.7 – Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
Services d'architecture, d'ingénierie et de planification : 71200000-2

1.8 – Dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est vivement conseillé au candidat de s'identifier avec une adresse électronique correcte lors de la consultation du dossier en ligne afin qu'il puisse être informé d'éventuelles modifications et précisions apportées par le Maître d'Ouvrage et le Pouvoir adjudicateur.

Aucune demande d'envoi du dossier par support physique électronique n'est autorisée.

Le mode de transmission par voie électronique est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle, ...).

Le dossier de consultation du présent marché à ce stade de la procédure contient les pièces suivantes :

- **Le présent règlement de concours (R.C.) ;**
- **Une fiche de synthèse A3 à compléter par le candidat, constituée de 2 formats A3.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard le **lundi 25 janvier 2021**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

1.9 – Demande de renseignements

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**.

Cette demande doit intervenir au plus tard le **jeudi 21 janvier 2021**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation et s'étant identifiées, au plus tard le **lundi 25 janvier 2021**.

ARTICLE 2 : SELECTION DES CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

Les candidatures des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les candidatures des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

2.1 – Documents à remettre dans le cadre de la candidature

➤ **Lettre de candidature comportant l'identification des membres du groupement, la forme du groupement et l'identification du mandataire** (*Utilisation recommandée du formulaire DC1*), dûment complétée par le candidat et par chacun des cotraitants en cas de groupement

➤ **Documents à produire à l'appui de sa candidature conformément à l'article R.2143-3 du C.C.P. :**

- Chaque membre du groupement doit fournir :

- o Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du C.C.P., notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- o Les renseignements permettant d'apprécier l'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle ainsi que ses capacités (*Utilisation recommandée du formulaire DC2*), à savoir, chaque membre du groupement doit fournir :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, le descriptif de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique à disposition pour l'exécution du présent marché
- Photocopie de l'inscription à l'Ordre des Architectes (2020 ou 2021) et qualification(s) pour les Bureaux d'Études.
- **Pour uniquement le mandataire du groupement ou le candidat seul :**

- **La Fiche de synthèse** de candidature intégralement complétée (composée de 2 formats A3), modèle à télécharger sur le profil acheteur dont l'adresse est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les références présentées devront dater de moins de **8 (huit) ans** (en cours ou réceptionnées après février 2013), dont **au moins une se rapprochant de l'opération et de complexité équivalente (équipement socio-médical en construction neuve) et dont au moins une (ou la même) d'importance équivalente (montant des travaux) ;**

Si l'équipe est composée d'un architecte mandataire et d'un architecte cotraitant, une des 3 références mises en avant dans la fiche de synthèse appartiendra à l'architecte cotraitant. Elle sera clairement identifiée comme telle : dans la catégorie « caractéristiques principales », il sera indiqué « référence du cotraitant » ;

- **Un Dossier de références illustré** (portfolio du ou des architectes).

▪ **Pour les Bureaux d'Études :**

- **Une Liste de références pour des opérations proches de moins de 8 (huit) ans** en précisant : l'année, le Maître d'Ouvrage, le lieu, le montant des travaux hors taxes, les surfaces et le type de mission réalisée.

Conformément à l'article R.2143-4 du C.C.P., le Maître d'Ouvrage et le pouvoir adjudicateur acceptent que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (D.U.M.E.) en lieu et place des documents suivants mentionnés précédemment : formulaires DC1 et DC2.

2.2 – Conditions de remise des dossiers de candidature

La réglementation impose la transmission des plis par voie électronique et exclusivement sur le profil acheteur. Par conséquent, **ni la transmission par voie papier ni celle par courrier électronique ne sont autorisées.**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (dite plate-forme « PLACE »).

NB : Avant de déposer un pli, il est recommandé de parcourir les rubriques « Aide » & "Se préparer à répondre" à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pli doit contenir les pièces de la candidature définies au présent règlement de concours.

CONSEILS POUR PERMETTRE UN DEPOT DANS DE BONNES CONDITIONS :

Mentionner l'adresse mail de contact, dûment orthographiée, à utiliser dans le cadre des échanges de la consultation jusqu'à la notification.

Nommage des fichiers

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant : Chaque document transmis doit être nommé « nom_fichier.extension ».

En phase candidature, il est impératif d'organiser les documents de la façon suivante :

-1_DC1 (ou DUME)

-2_fiche_ref

Les autres documents seront nommés de façon explicite sur le principe suivant :

- « nom_fichier » correspond au libellé du document. Par exemple : « presentation_references ».

Les libellés ne devront contenir ni espace ni accent ;

- « .extension » correspond au format utilisé. Par exemple : .pdf, .doc,...

Nommage des fichiers et des dossiers

Il est conseillé d'éviter :

- Les accents et tous les caractères spéciaux
- Les intitulés trop longs

Arborescence et zippage des dossiers

Il est conseillé de zipper le moins possible les dossiers et d'éviter les arborescences trop complexes (cascades de dossier) pour éviter les échecs de dépôt.

Délais de transmission électronique

Il est conseillé d'anticiper le chargement des pièces afin de s'assurer que la transmission électronique des plis soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des candidatures.

Spam/courrier indésirable

S'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CHU de Nantes
Hôpital Saint Jacques
Pôle Investissements, Logistique et Nouvel Hôpital
Cellule Juridique du Département Travaux
85, rue Saint Jacques
44 093 NANTES CEDEX 01

2.3 – Critères de sélection des candidatures

La liste des candidats admis à concourir, **d'un nombre de 3 maximum**, sera arrêtée par le Pouvoir Adjudicateur et le Maître d'Ouvrage, après avis du Jury qui examinera :

- **La Composition de l'équipe appréciée en fonction des moyens (y compris financiers) et des compétences traduisant la pertinence du groupement ;**
- **La Qualité des références présentées pour des opérations de nature, de complexité et d'importance équivalentes.**

L'analyse de la qualité des références sera effectuée à partir des 3 références présentées dans la fiche de synthèse jointe au présent dossier de consultation et complétée par le mandataire de l'équipe.

Nota : L'absence de la fiche de synthèse vaudra élimination du candidat.

ARTICLE 3 : JURY, COMMISSION TECHNIQUE ET ORGANISATION DE L'ANONYMAT DES PROJETS

3.1 – Composition du jury

Dans le respect des dispositions des articles R.2162-22 à R.2162-26 du C.C.P., Le jury est composé des membres suivants (6 membres à voix délibérative) :

- Le directeur du Centre Hospitalier GEORGES DAUMÉZON, président du jury ou son représentant ;
- 1 (un) élu(e), membre du conseil de surveillance ;
- 2 (deux) représentants des utilisateurs ;
- 2 (deux) représentants possédant la qualification professionnelle particulière objet du concours.

Il peut aussi auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres est présente.

La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Le jury émet un avis sur l'ensemble des candidatures et des projets remis et procède au classement des projets.

Plus précisément, ses missions sont :

- 1^{ère} réunion : analyse des candidatures ;
- 2^{ème} réunion : examen des projets au regard des critères définis dans l'avis de concours, classement des projets, rédaction du procès-verbal et décision sur le montant des primes à verser aux candidats.

3.2 – Commission technique

La composition de la Commission Technique chargée d'analyser les différents projets sera arrêtée par le Maître d'Ouvrage.

Son rôle est d'effectuer une analyse factuelle des prestations des candidats afin de préparer les travaux du Jury.

La rédaction du rapport de la Commission technique est confiée à l'assistant du Maître d'Ouvrage, le Bureau d'Études PRÉPROGRAM à RENNES.

3.3 – Organisation de l'anonymat des projets

Pour garantir leur anonymat, les prestations seront remises à un huissier de justice qui sera désigné ultérieurement par le Maître d'Ouvrage. Si ce dernier constate que l'anonymat n'est pas totalement respecté, il prendra toute mesure appropriée pour le rendre effectif jusqu'à l'avis et le classement des projets par le jury.

ARTICLE 4 : ORGANISATION DU SECOND TOUR

À l'issue de la réception des dossiers de candidature de maîtrise d'œuvre et de la sélection de 3 candidats (maximum) admis à concourir, un second tour sera mis en place pour désigner le(s) lauréat(s) du présent concours.

4.1 – Calendrier prévisionnel de la consultation

Le calendrier **prévisionnel** est le suivant :

- Envoi du Dossier de Consultation des Concepteurs (D.C.C.) aux candidats admis à concourir : **fin mars 2021** ;
- Visite du site et séance de questions / réponses : **mi-avril 2021**.
- Réception des projets/offres : **mi-juin 2021** ;
- Analyse des projets : **juillet / août 2021**
- 2^{ème} jury de concours (classement des projets) : **début septembre 2021**
- Négociation avec le ou les lauréats : **septembre / octobre 2021** ;
- Notification au candidat retenu : **octobre 2021**.

De plus, il est dès à présent précisé que (à titre indicatif) :

- Remise de l'A.P.S. : décembre 2021 ;
- Remise de l'A.P.D. : février 2022.

4.2 – Contenu du dossier de consultation des concepteurs

Le dossier, adressé par voie dématérialisée au mandataire de l'équipe présélectionnée, comprendra, à titre indicatif :

- Le programme de l'opération et ses annexes (plans du bâtiment actuel à déconstruire, plan topographique, ...) ;
- Le règlement de la consultation ;
- Tableau récapitulatif des surfaces (programme / projet), à compléter par les candidats ;
- Tableau de décomposition du coût travaux, à compléter par les candidats ;
- Tableau de bords de suivi de la qualité environnementale ;
- Le projet de marché, comportant :
 - Acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
 - Cahier des Clauses Particulières.

Il sera à retirer sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur via un code d'accès qui sera communiqué aux mandataires des équipes admises à concourir par courrier électronique via la plateforme « PLACE ».

4.3 – Visite du site et Séance de Questions / Réponses

Une visite du site suivie d'une séance de questions / réponses sera organisée **mi-avril 2021** avec les équipes sélectionnées. L'heure sera précisée aux équipes admises à concourir.

Le point de rendez-vous sera fixé sur site (rue des Chalonnieres à RÉZÉ).

Elle aura pour objectif de permettre aux candidats de prendre connaissance du site et de son environnement.

La participation du mandataire de chacune des équipes retenues sera obligatoire.

Un compte-rendu de la séance sera adressé à tous les mandataires candidats.

4.4 – Questions des candidats

Les candidats seront autorisés à poser des questions complémentaires par écrit via le profil acheteur. La date limite pour poser des questions sera fixée ultérieurement. Une réponse sera adressée aux mandataires des groupements admis à concourir par l'intermédiaire du profil acheteur.

4.5 – Présentation de l'offre

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction devra concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

➤ Documents à produire

Chaque candidat présélectionné aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, en deux « dossiers » distincts :

- **Un dossier contenant les prestations demandées « projet », présentées sous une forme anonyme :**

Pièces écrites	1	Une note synthétique d'une page A4 (police Arial, taille 10) qui pourra être lue en séance du Jury.	Envoi numérique
	2	Une note de présentation (15 pages A4 maximum, couleurs et schémas autorisés, taille de la police Arial : 10 points) détaillant : <ul style="list-style-type: none"> • Le parti architectural (intégration, volumétrie, ...) ; • Le parti fonctionnel (organisation) ; • La notice technique (par lots). 	
	3	Une notice environnementale (détaillant les cibles définies comme prioritaires au programme) (6 pages A4 maximum).	
	4	Le tableau récapitulatif des surfaces complété.	
	5	Une note financière détaillant le montant prévisionnel des travaux (intégrant le tableau de décomposition du coût transmis).	
	6	Le planning prévisionnel.	

Pièces graphiques 2 formats A0 format vertical. Ces formats devront comprendre obligatoirement les éléments listés	Un plan masse de l'ensemble au 1/500ème avec notamment le traitement des abords, parvis, voirie et accès. Les cotes N.G.F. d'implantation du bâtiment seront précisées.	Envoi numérique sous forme de planches A0 et d'un cahier graphique A3 .pdf, dans lequel chaque élément sera présenté sur une page A3 à l'échelle. Réductions des format A0 au format A3 Envoi d'une version rigide des planches A0
	Les plans de niveau du bâtiment au 1/200ème. Tous les plans feront apparaître la trame structurelle, les circulations horizontales et verticales, les affectations des espaces (codes + nominations selon le programme) avec la surface utile obtenue par local. Le plan du rez-de-chaussée comportera également des espaces extérieurs aux abords immédiats de l'immeuble (accessibilité, cheminement, stationnement ...). Les cotes N.G.F. des différents niveaux seront précisées. Si besoin, ce plan sera complété par des plans des niveaux techniques, eux aussi au 1/200ème.	
	Deux coupes significatives du bâtiment au 1/200ème. Les cotes N.G.F. des différents niveaux seront précisées.	
	Deux élévations significatives du bâtiment au 1/200ème avec profil des bâtiments et ouvrages environnant.	
	Une vue perspective extérieure vers l'entrée principale permettant d'apprécier son insertion dans le site. Le point de vue sera à hauteur d'homme et à la lumière du jour (format A2 minimum).	
	Une vue d'ambiance intérieure (format A2 maximum) au choix.	
	Expressions libres éventuelles rendant compte du traitement architectural – 2 maximum, format A4 maximum par expression libre.	

Pour les éléments graphiques, il est en outre précisé :

- Un carré 5 x 5 cm blanc au contour noir sera positionné en haut à droite de chaque planche pour le code de l'anonymat ;
- Le Nord des plans sera orienté vers le haut ;
- La couleur est autorisée ;
- Pour faciliter la compréhension en termes d'organisation des locaux, un code couleur est à respecter :

A – Espace d'accueil	Jaune
B – C.M.P.	Orange
C – H.D.J. « Petite Enfance »	Bleu n°1
D – H.D.J. « Enfance »	Bleu n°2
E – Salles partagées	Vert n°1
F – Service de restauration	Vert n°2
G – Locaux du personnel	Rose n°1
H – Locaux d'entretien	Rose n°2
I – Locaux techniques	Gris
Circulation	Blanc

Les couleurs choisies seront claires et plutôt pastel.

- **Un dossier contenant les pièces de l'offre de prix :**

- L'acte d'engagement et ses annexes dûment complétés : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- Le rappel de la composition des équipes avec la répartition financière pour chaque cotraitant.

Pour mémoire, il n'est exigé aucune signature au stade de la remise de l'offre.

Ce dossier ne sera ouvert qu'une fois que le ou les lauréats auront été désignés.

4.6 – Critères d'évaluation des projets

L'examen des projets et leur classement se feront dans le respect des articles R.2162-18 et R.2162-19 du C.C.P.

Les critères d'évaluation des projets retenus sont, par ordre d'importance relative décroissante :

Critères
Respect du programme fonctionnel (surfaces / organisation)
Qualité architecturale du projet et insertion dans le site
Qualité technique et environnementale du projet par rapport au programme
Adéquation du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle du Maître d'Ouvrage

4.7 – Suite à donner au concours

Le jury, après examen des dossiers projets, formule un avis motivé ainsi qu'un classement des projets et dresse un procès-verbal. L'anonymat sera levé une fois que le procès-verbal sera signé par tous les membres du jury à voix délibérative.

Au vu de cet avis, le pouvoir adjudicateur et le Maître d'Ouvrage décident du ou des lauréats invités à négocier.

La négociation porte sur les caractéristiques, le montant des honoraires et les conditions d'exécution du marché et la prise en compte par le ou les lauréats des observations éventuelles du jury sur son projet. Cette séance de négociation se déroulera en septembre / octobre 2021.

A l'issue de la négociation avec le ou les lauréats, l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur et le Maître d'Ouvrage.

4.8 – Indemnité

A l'issue du concours, tous les candidats ayant remis des prestations répondant au programme bénéficieront d'une prime d'un montant de **15 000 € (quinze mille Euros HT) - non révisable**.

Pour percevoir cette prime, tous les candidats devront faire parvenir au Maître d'ouvrage, une demande de paiement précisant, le cas échéant, la ventilation entre tous les cotraitants et les sous-traitants du groupement.

Cette demande devra être adressée par le mandataire du groupement dans les 3 mois qui suivent la date de réception du courrier l'informant que son projet n'a pas été retenu. Passé ce délai, le candidat ne sera plus fondé à percevoir l'indemnité.

Cette prime sera payée dans un délai de maximum 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Dans le cas où un dossier projet serait incomplet ou ne répondrait pas au programme, une réduction ou la suppression de la prime pourra être effectuée par le pouvoir adjudicateur et le Maître d'Ouvrage selon l'avis du Jury.

Pour l'attributaire du marché, elle constituera le premier acompte et sera déduite des honoraires dus au titre du marché de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DU CONCOURS

5.1 – Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Les candidats devront chiffrer et présenter distinctement de l'offre de base la Prestation Supplémentaire Eventuelle (P.S.E.) suivante, à savoir :

- **Simulation Thermique Dynamique (S.T.D.),**

Le maître d'ouvrage et le pouvoir adjudicateur se donnent le droit de retenir ou non cette P.S.E. au moment de la signature du présent marché de maîtrise d'œuvre.

5.2 – Variante(s)

Les candidats n'auront pas la possibilité de proposer de variante(s) à leur offre.

5.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

5.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Modalités de financement : financement sur fonds propres et par des subventions.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au C.C.A.P., ils devront le préciser à l'acte d'engagement.

5.5 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats admis à concourir sera à porter sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énonceront les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

5.6 – Dispositions complémentaires

- Application du règlement

La remise des prestations par les concurrents comporte leur acceptation des clauses du règlement de la consultation.

- Droit de propriété et publicité des objets

Les concurrents autorisent le Maître d'Ouvrage à user de leur droit de représentation et de publication de leur projet devant tout public et par tout moyen.

L'indemnité versée aux concurrents est réputée comprendre la rémunération relative à cette autorisation. Les prestations remises ne seront pas restituées aux candidats.

- Assurances

Les attestations d'assurance seront remises par le mandataire et ses cotraitants avant la notification du Marché.

ANNEXE : E.F.A.E., E+C-, BIOSOURCE ET S.T.D.

1 - Dans le cadre de son offre de base, le maître d'œuvre prévoira :

Réalisation d'une E.F.A.E. :

Une étude de faisabilité des approvisionnements en énergie (E.F.A.E.) conforme à l'arrêté du 18 décembre 2007 permettant à la maîtrise d'ouvrage de choisir le meilleur système compte-tenu de ses critères économiques, techniques et environnementaux (Code de la Construction et de l'Habitation – R.111-22) sera établie par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Réalisation d'études pour un Bâtiment à faible impact carbone : Démarche E+C- (objectif E3C1) et Label Bâtiment biosourcé (objectif niveau 1).

- Démarche E+C-

Le cas échéant, suivant l'évaluation de la réglementation thermique en vigueur et par anticipation de la Réglementation Environnementale RE 2020, il sera demandé la production de la Note de calcul E+C- permettant d'évaluer la performance énergétique et bas carbone du projet (ceci permettra d'anticiper le respect de la réglementation lors du dépôt du permis de construire). Ce calcul sera réalisé à l'appui d'un logiciel d'évaluation de la performance environnementale agréé.

L'Analyse du Cycle de Vie sera réalisée dans ce cadre. Il sera à engager dès la phase A.P.S. et à mettre à jour lors des différentes étapes du projet, y compris à la réception (si modifications significatives apportées en cours de chantier);

La vérification et la synthèse de l'atteinte des objectifs et des propositions d'améliorations sur les critères E+ C- seront à transmettre.

Dès la phase A.P.S., l'équipe de maîtrise d'œuvre devra proposer des variantes sur les lots les plus impactant. Ces variantes intégreront à la fois l'impact carbone, architectural et financier.

- Label Bâtiment biosourcé

L'objectif visé est le **niveau 1 (18kg/m² de surface de plancher)**. Le label Biosourcé permet de valoriser la qualité environnementale des bâtiments neufs qui intègre une part significative de matériaux biosourcés dans leur construction. Le label Biosourcé est défini par le décret 2012-518 du 19 avril 2012 et l'arrêté du 19 décembre 2012. L'exigence se base sur le respect d'un taux minimal d'incorporation au bâtiment de matériaux biosourcés, dotés de caractéristiques et variant selon l'usage du bâtiment. Au moins 2 produits de construction biosourcés devront être mis en œuvre.

Le maître d'œuvre devra transmettre au travers une note explicative la justification de l'atteinte du niveau suivant le label Bâtiment Biosourcé (au stade l'A.P.S, et actualisation au stade de l'A.P.D.).

Il est précisé également que le maître d'œuvre devra produire une notice environnementale (de la phase ESQ jusqu'à la phase PRO / DCE). Cette notice sera réalisée sous forme de « tableau de bord de suivi environnemental » et sera fonction des objectifs environnementaux du programme reprenant des objectifs d'Eco-construction, d'Eco-gestion, de confort et de santé (sur la base des cibles H.Q.E.).

L'opération envisagée vise à des objectifs environnementaux défini au programme notamment en prévoyant un projet suivant un niveau de performance suivant le label E+C- préfigurant la future Réglementation Environnementale RE2020.

Nota : L'obtention de certification ou de label de qualité environnementale n'est pas recherchée.

Dès le stade de l'Esquisse, il est attendu un certain nombre de réponses de la part de l'équipe de Maîtrise d'œuvre (architecte et Bureaux d'Etudes). Le Maître d'œuvre devra prendre en compte les objectifs environnementaux définis au programme et y répondra à travers des notes d'intention et notes de calcul à chacune des phases des études de Conception.

Les différentes étapes de conception affineront et quantifieront de manière de plus en plus précise les mesures retenues.

Concours

- Suivant demande du Règlement de concours (notice environnementale explicitant les réponses apportées aux enjeux du programme environnemental)

Esquisse :

- Fournir une note argumentée suivant les demandes du programme ;
- STD partielle (intentions à confirmer en APS),
- Note de calcul E+C-
- Note explicative Bâtiment Biosourcé (selon demande du programme)

A.P.S. :

- Note descriptive détaillant la démarche bioclimatique du projet,
- Calculs et rapports détaillés : E+C- (ACV), S.T.D., E.F.A.E. et Bâtiment Biosourcé
- Proposition de pistes d'améliorations le cas échéant.

A.P.D. :

- Finalisation des différents éléments APS, démarche identique à celle de l'APS.

P.R.O. :

- Mise à jour des différents éléments APD, démarche identique à celle de l'APD.

DET :

- En cas de modifications en cours de chantier, une actualisation des Etudes devra être fournie.

2 - Dans le cadre de la Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE), le maître d'œuvre prévoira :

Réalisation d'une S.T.D. :

Il sera réalisé une Simulation Thermique Dynamique (STD), à engager dès la phase A.P.S. et à mettre à jour lors des différentes étapes du projet.

La mission S.T.D. correspond à la réalisation, au cours des études de maîtrise d'œuvre (A.P.S. puis A.P.D.), de simulations thermiques dynamiques sur le projet, afin de modéliser le comportement du bâtiment lors des périodes hivernales et estivales et de s'assurer du respect des exigences environnementales formulées par le Maître d'Ouvrage.

Pour ce faire, un scénario d'occupation sera proposé au Maître d'Ouvrage et aux utilisateurs pour validation dès l'engagement de la phase A.P.S..

L'objectif de la S.T.D. est d'étudier le comportement du bâtiment proposé et, notamment (non exhaustif) de :

- Donner le niveau de confort par zone thermiquement homogène (températures par zone le jour le plus chaud, identification des zones d'inconfort,...) ;
- Donner l'estimation des puissances nécessaires pour satisfaire les exigences ;
- Donner les consommations prévisionnelles par poste de consommations et par tranche tarifaire ;
- Donner le coût d'exploitation prévisionnel du projet ;
- Proposer des solutions d'optimisation chiffrées en fonction des conclusions de la S.T.D.

Une S.T.D est attendue dès la phase A.P.S. qu'il conviendra ensuite de faire évoluer en fonction du projet dans les phases suivantes de l'étude (A.P.D.).

NOTA : Le Maître d'Ouvrage et le pouvoir adjudicateur se réservent la possibilité d'apporter des compléments et des précisions dans le cahier des charges qui sera transmis aux candidats admis à concourir.